

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 12

Déposée par M. Hubert HAENEL, membre, et M. Robert BADINTER, suppléant.

Article 12: Les compétences partagées

1. L'Union dispose d'une compétence partagée avec les États membres lorsque la Constitution lui attribue une compétence qui ne relève pas des domaines visés aux articles 11 et 15.
2. L'étendue des compétences partagées de l'Union est déterminée par les dispositions de la Partie II.
3. Lorsque l'Union n'a pas exercé ou cessé d'exercer sa compétence dans un domaine de compétence partagée, les États membres peuvent exercer la leur.
4. Les compétences partagées entre l'Union et les États membres s'appliquent aux principaux domaines suivants :
 - le marché intérieur
 - la fiscalité liée au marché unique
 - l'espace de liberté, de sécurité et de justice
 - l'agriculture et la pêche
 - les transports,
 - les réseaux transeuropéens
 - l'énergie
 - la politique sociale
 - la cohésion économique, sociale et territoriale
 - l'industrie
 - l'environnement
 - la santé publique
 - la protection des consommateurs,
 - les services d'intérêt général
 - la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.
5. Dans les domaines de la recherche, du développement technologique et de l'espace, l'Union a une compétence pour mener des actions, notamment la mise en œuvre de programmes, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux États membres d'exercer les leurs.
6. Dans les domaines de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, l'Union a une compétence pour entreprendre des actions et pour mener une politique commune, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux États membres d'exercer les leurs.

7. Dans les domaines de la politique sociale, l'Union dispose d'une compétence pour définir des garanties minimales, notamment en matière de rémunération et d'avantages sociaux, de qualité des services d'intérêt général, sans que l'exercice de cette compétence puisse avoir pour effet d'interdire aux États membres d'arrêter des normes sociales internes plus favorables.

Explication éventuelle :

Il convient d'ajouter à la liste des compétences partagées :

au 4.

- **la fiscalité liée au marché unique,**
- **la cohésion territoriale,**
- **l'industrie,**
- **les services d'intérêt général,**
- **la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes,**

au 7.

- la fixation de **garanties minimales en matière sociale.**